

j'estime qu'en approuvant, comme le Canada l'a fait, les avances désastreuses jusqu'au fleuve Yalou en Corée, nous avons laissé s'échapper la dernière chance que nous avions d'empêcher la Chine de tomber sous l'emprise du Kremlin. Nous avons jeté les Chinois dans les bras de la Russie.

Je ne suis pas sûr si c'est hier, mais le premier ministre a déjà dit que nous devons examiner la question de l'admission de la Chine aux Nations Unies et de la reconnaissance de la Chine. A mon sens, nous pouvons envisager ces questions sous un angle plus rationnel si nous n'employons pas des expressions comme celles que j'ai entendu employer, sur le parquet de la Chambre, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures lorsqu'il a pris la parole en janvier, des expressions comme "le monde libre", "les peuples épris de liberté", sans préciser de quels peuples il s'agit. Je pense qu'il est en quelque sorte un peu malhonnête intellectuellement de prétendre que nous pouvons ranger parmi le monde libre des nations comme l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar, des nations comme la Grèce dirigée par un régime réactionnaire qui lui a été imposé par l'étranger, des nations comme les dictatures de l'Amérique du Sud dont les votes, soit dit en passant, ont été décisifs aux Nations Unies, alors que ces votes étaient censés être en faveur d'un monde libre.

J'estime que ces simplifications outrées sont un des dangers qui nous menacent. Quel a été le rôle du Canada dans toute cette affaire? J'étais de ceux qui accueillaient avec beaucoup d'enthousiasme les discours que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures prononçait aux États-Unis parce je trouvais que, lorsqu'il prononçait ces discours, il contribuait pour beaucoup à rétablir ce qui avait été, pour adoucir l'expression le plus possible, une situation fort embarrassante pour les Canadiens. J'ai été certes embarrassé et je suis sûr qu'un grand nombre d'autres Canadiens l'ont été aussi à la lecture du compte rendu d'un discours prononcé, à la Chambre, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et dans lequel il disait que, même si le Gouvernement auquel il appartenait jugeait qu'une certaine résolution présentée aux Nations Unies était peu judicieuse, intempestive et peu susceptible de contribuer à la paix mondiale, le Gouvernement s'estimait néanmoins obligé de l'appuyer. Je le répète, j'ai accueilli avec joie les discours qu'il a prononcés dernièrement aux États-Unis parce que j'ai pensé qu'ils avaient redressé un peu notre situation. Quel a été le rôle du Canada? Je crois qu'en nous montrant très charitables nous pouvons nous borner à dire que ce rôle a été assez piètre.

Nous avons laissé aux autres pays, qui sont loin d'être aussi bien équipés que nous, le soin de défendre dans le monde les principes de l'honnêteté et de la bonne foi. En cherchant à assurer des relations pacifiques avec nos voisins du Sud, nous avons dû nous engager dans toutes sortes de voies tortueuses. Nous avons voté non ou nous nous sommes abstenus de voter lorsqu'il s'est agi de questions telles que le colonialisme, par exemple celle du sort des possessions coloniales de la France. Nous avons agi de même en ce qui concerne la population indigène de l'Afrique du Sud et la menace à la liberté humaine et à la paix du monde que cela suppose. Voilà ce que voient beaucoup de Canadiens; voilà ce qui les a rendus un peu anxieux, un peu honteux d'être Canadiens.

Il me semble que le temps est venu d'accepter froidement de courir certains risques. Il est des époques où la prudence n'est que la voie la plus périlleuse qu'on puisse suivre. Il me semble que notre époque est de celles-là. Songeons un instant à l'évolution récente de la politique militaire américaine ou britannique; voyons comment s'inscrit dans ce cadre notre propre rôle international. Nous consacrons quelque chose comme deux milliards à la défense, vraisemblablement, et pourtant, tout ce que nous entendons des États-Unis et de la Grande-Bretagne nous fait comprendre que les États-Unis sont en ce moment en retraite, si j'ose dire, font désormais confiance à la stratégie dite périphérique, à cela même dont M. Dulles a parlé aux États-Unis et dont notre gouvernement a pris ombrage. Ils se fient sur leur capacité à lancer des bombes atomiques sur des ennemis réels ou possibles, au moment choisi par eux. Dans ce cas, monsieur l'Orateur, j'estime qu'il y a lieu de douter de la valeur de certaines de nos dépenses actuelles aux fins de la défense. Cet après-midi, j'ai entendu le ministre du Revenu national (M. McCann) déclarer qu'il s'était renseigné au sujet de la question des frondes. Je lui dirai que ce serait peut-être une bonne idée de procéder à une enquête quant à la valeur de certaines de nos armes classiques dans l'ère atomique que nous vivons. Je proposerais un examen minutieux de ces dépenses, à la lumière des événements récents, ainsi qu'à la lumière des récentes horreurs dont on vient d'être témoin dans le Pacifique, car il pourrait bien se trouver qu'une grande partie de ces dépenses ne constitue qu'un fardeau inutile à notre économie. Un tel examen pourrait fort bien révéler que le moment est venu de prendre une mesure décisive, de réduire nos dépenses aux fins de la défense et de canaliser cet argent vers ces régions du monde qui pour-